

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 433 (Sénat) relatif à la prévention de la délinquance
et ceux de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance

Le compte rendu intégral est publié au journal officiel daté du lendemain de la séance (sauf le dimanche). Il est composé de deux fascicules : les débats figurent dans le fascicule blanc, le texte des articles, des amendements ainsi que des annexes est reproduit dans le fascicule bleu.

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	Journal officiel des Débats AN Numéro de la page	ARTICLES de la loi
Texte initial	Additionnels				
		CHAPITRE IER DISPOSITIONS GENERALES			
1er		Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire	Première lecture 24 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8030 1146 1531	1er
	1er bis (Sénat)	Présence de travailleurs sociaux dans les commissariats et les groupements de gendarmerie	Première lecture 24 novembre 2006	8066	2
2		Délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale	Première lecture 24 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8069 1147	3
	2 bis A (Adt.n° 472 A.N.)	Recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes	Première lecture 24 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8081 1147 1531	4
	2 bis (Sénat)	Création d'un fonds interministériel pour la prévention de la délinquance	Première lecture 24 novembre 2006	8082	5
3		Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance	Première lecture 24 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8086 1147	6
4		Composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention	Première lecture 24 novembre 2006	8374	7
	4 bis (Adt.n° 173 A.N.) supprimé (Sénat)	Information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés	Première lecture 24 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8380 1147	
		CHAPITRE II DISPOSITIONS DE PREVENTION FONDEES SUR L'ACTION SOCIALE ET EDUCATIVE			
5		Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général	Première lecture 27 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8104 1147	8
6		Création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire	Première lecture 27 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8141 1148 1531	9
7		Saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales	Première lecture 28 novembre 2006	8209	10
8		Rappel à l'ordre par le maire	Première lecture 28 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8214 1150 1531	11

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	Journal officiel des Débats AN Numéro de la page	ARTICLES de la loi
Texte initial	Additionnels				
	8 bis (Sénat) supprimé (A.N.)	Contribution de l'Education nationale à la lutte contre les violences	Première lecture 28 novembre 2006	8222	
9		Information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance	Première lecture 28 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8223 1151	12
	9 bis (Adt. n° 462 rect. A.N.)	Extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8311 1152	13
		CHAPITRE III DISPOSITIONS TENDANT A LIMITER LES ATTEINTES AUX BIENS ET A PREVENIR LES TROUBLES DE VOISINAGE			
10		Études de sécurité publique en matière d'urbanisme	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8315 1152	14
11		Règles de vote sur les fermetures de portes dans les copropriétés	Première lecture 29 novembre 2006	8318	15
	11 bis (Sénat)	Participation possible des communes aux dépenses de sécurité des immeubles	Première lecture 29 novembre 2006	8319	16
	11 ter (Sénat)	Pouvoirs du maire en matière d'application des règles de sécurité des locaux contenant des matières explosives ou inflammables	Première lecture 29 novembre 2006	8320	17
	11 quater (Sénat)	Dispositions relatives aux troubles de voisinage	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8320 1152 1531	18
	11 quinques (Adt.n° 728 A.N.)	Obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8322 1153	19
	11 sexies (Adt.n° 729 A.N.)	Incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles	Première lecture 29 novembre 2006	8325	20
12		Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8326 1154	21
	12 bis A (Adt.n° 190 rect. A.N.)	Transposition de la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires	Première lecture 29 novembre 2006	8328	22
	12 bis B (Adt.n° 293 rect. A.N.)	Dispositions relatives au permis à points	Première lecture 29 novembre 2006	8315	23
	12 bis C (Adt.n° 552 rect. A.N.)	Interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8328 1155 1531	24
	12 bis (Sénat)	Durcissement de la législation relative aux chiens dangereux	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8329 1155 1531	25

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	Journal officiel des Débats AN Numéro de la page	ARTICLES de la loi
Texte initial	Additionnels				
	12 ter A (Adts.n°s 200 et 519 modifiés A.N.)	Évaluation comportementale de certains chiens	Première lecture 29 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8331 1157 1531	26
	12 ter (Sénat)	Évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage	Première lecture 29 novembre 2006	8332	27
	12 quater (Sénat)	Évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage	Première lecture 30 novembre 2006	8342	28
	12 quinquies (Adt.n° 204 A.N.)	Conditions du pouvoir de réquisition du préfet	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8342 1158	29
	12 sexies (Sénat) supprimé (A.N.)	Allongement de la durée de la mesure d'interdiction administrative de stade	Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	1159 1531	
		CHAPITRE IV DISPOSITIONS FONDEES SUR L'INTEGRATION			
13		Création d'un service volontaire citoyen de la police nationale	Première lecture 30 novembre 2006	8344	30
	13 bis (Adt.n° 386 rect. A.N.)	Dispositions relatives à la Commission nationale de déontologie de la sécurité	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8347 1159	31
14		Prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique	Première lecture 30 novembre 2006	8349	32
		CHAPITRE V DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREVENTION D'ACTES VIOLENTS POUR SOI-MEME OU POUR AUTRUI			
15		Répression des violences au sein du couple	Première lecture 30 novembre 2006	8351	33
16		Secret médical - diffamation en raison du handicap - diffamation des maires	Première lecture 30 novembre 2006 1er décembre 2007 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8353 et 8473 1159 1531	34 * Le III de l'article 34 est contraire à la Constitution
17		Protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8358 1160 1531	35
	17 bis A (Adt.n° 254 rect. A.N.)	Gel des flux financiers des personnes organisant des jeux prohibés sur Internet	Première lecture 30 novembre 2006	8363	36
	17 bis B (Adt.n° 516 A.N.)	Sanctions encourues par les organisateurs de jeux non autorisés	Première lecture 30 novembre 2006	8364	37
	17 bis C (Adt.n° 515 rect. A.N.)	Sanctions en cas de publicité pour des activités illicites de jeux	Première lecture 30 novembre 2006	8364	38
	17 bis D (Adt.n° 256 A.N.)	Saisine du juge des référés par le ministère public en vue de la fermeture d'un site Internet illégal	Première lecture 30 novembre 2006	8365	39
	17 bis E (Adt.n° 255 A.N.)	Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8366 1161 1531	40

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	Journal officiel des Débats AN Numéro de la page	ARTICLES de la loi
Texte initial	Additionnels				
	17 bis (Sénat)	Création d'une infraction de non-dénonciation volontaire de la disparition d'un enfant	Première lecture 23 novembre 2006	8366	41
18 supprimé (A.N.)		Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8412 1161 1531	
19 supprimé (A.N.)		Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8415 1161 1531	
20 supprimé (A.N.)		Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8418 1161 1531	
21 supprimé (A.N.)		Déclenchement de la procédure d'hospitalisation d'office par le maire	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8421 1161 1531	
22 supprimé (A.N.)		Confirmation de la décision d'hospitalisation d'office par le préfet	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8424 1161 1531	
23 supprimé (A.N.)		Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8424 1161 1531	
24 supprimé (A.N.)		Extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8424 1161 1531	
25		Renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes	Première lecture 30 novembre 2006	8381	42
26		Allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes	Première lecture 30 novembre 2006	8385	43
	26 bis A (Adt. n° 101 modifié A.N.)	Circonstance aggravante de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion - "happy slapping"	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8389 1164 1531	44
	26 bis B (Adt. n° 274 A.N.)	Délit de détention ou transport de substances incendiaires	Première lecture 30 novembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8394 1165	45
	26 bis (Sénat)	Renforcement de l'information de la partie civile sur l'évolution de la procédure	Première lecture 30 novembre 2006	8395	46
		CHAPITRE VI DISPOSITIONS TENDANT A PREVENIR LA TOXICOMANIE ET CERTAINES PRATIQUES ADDICTIVES			

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	Journal officiel des Débats AN Numéro de la page	ARTICLES de la loi
Texte initial	Additionnels				
27		Réforme de l'injonction thérapeutique	Première lecture 30 novembre 2006	8398	47
28		Création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants	Première lecture 30 novembre 2006	8400	48
29		Extension de l'utilisation de l'injonction thérapeutique	Première lecture 30 novembre 2006	8425	49
30		Extension des mesures de composition pénale	Première lecture 30 novembre 2006	8427	50
31		Traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale	Première lecture 30 novembre 2006	8429	51
32		Dispositions sur les coups d'achat	Première lecture 30 novembre 2006	8429	52
33		Création d'une peine de stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants	Première lecture 30 novembre 2006	8429	53
34		Instauration d'une circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste	Première lecture 30 novembre 2006	8430	54
		CHAPITRE VII DISPOSITIONS TENDANT A PREVENIR LA DELINQUANCE DES MINEURS			
35		Aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs	Première lecture 1er décembre 2006	8437	55
36		Juge des enfants	Première lecture 1er décembre 2006	8448	56
37		Contrôle judiciaire	Première lecture 1er décembre 2006	8449	57
38		Organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs	Première lecture 1er décembre 2006	8451	58
39		Nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour	Première lecture 1er décembre 2006	8452	59
	39 bis (Adt.n° 632 A.N.)	Limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes	Première lecture 1er décembre 2006	8460	60
40		Mesure d'activité de jour et ajournement	Première lecture 1er décembre 2006	8460	61
41		Nouvelle hypothèse de placement dans les centres éducatifs fermés	Première lecture 1er décembre 2006	8461	62
		CHAPITRE VIII DISPOSITIONS ORGANISANT LA SANCTION- REPARATION ET LE TRAVAIL D'INTERET GENERAL			
42		Ouverture de la possibilité d'accomplir un travail d'intérêt général au profit d'une personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public	Première lecture 1er décembre 2006	8462	63
43		Instauration de la sanction-réparation	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8462 1165 1531	64
	43 bis (Adt. n° 351 rect. A.N.) supprimé (Sénat)	Sanction-restauration	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8462 1165	
44		Stage de responsabilité parentale	Première lecture 1er décembre 2006	8463	65

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	Journal officiel des Débats AN Numéro de la page	ARTICLES de la loi
Texte initial	Additionnels				
	44 bis (Adt. n° 238 A.N.)	Généralisation de la mesure de confiscation	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8463 1165 1531	66
		CHAPITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES			
45		Assistance éducative des mineurs en danger - possibilité de placement en internat	Première lecture 1er décembre 2006	8463	67
	45 bis A (Adt.n° 631 rect. A.N.)	Motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive	Première lecture 1er décembre 2006	8467	68
	45 bis B (Adt.n° 239 A.N.)	Possibilité de transmission de documents sous forme numérique à la suite d'une réquisition judiciaire	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8467 1166	69
	45 bis C (Adt.n° 240 A.N.)	Généralisation de la visio-conférence pour le contentieux de la détention provisoire devant la chambre de l'instruction	Première lecture 1er décembre 2006	8467	70
	45 bis D (Adt.n° 241 2ème rect. A.N.)	Possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'amener en cas de manquement à une obligation liée à une condamnation exécutée en milieu ouvert	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8467 1166 1531	71
	45 bis (Sénat)	Écoutes par l'administration pénitentiaire de conversations téléphoniques passées par les personnes condamnées	Première lecture 1er décembre 2006	8467	72
	45 ter (Adts identiques.n°s 243 et 353 A.N.)	Coordination avec le code de l'environnement	Première lecture 1er décembre 2006	8468	73
46		Pouvoirs de police judiciaire des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - police des chemins de fer	Première lecture 1er décembre 2006	8468	74
	46 bis (Adt.n° 452 A.N.)	Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8470 1166	75
	46 ter (Adt.n° 449 A.N.)	Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007	8471 1166	76
	46 quater (Adt.n° 450 A.N.)	Sanctions pénales encourues par les agents de sécurité privée sans carte professionnelle et leurs employeurs	Première lecture 1er décembre 2006	8471	77
	46 quinquies (Adt.n° 451 A.N.)	Report du délai accordé aux agents de sécurité privée en activité pour respecter la condition d'aptitude professionnelle	Première lecture 1er décembre 2006	8471	78
47		Extension du champ d'application de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer	Première lecture 1er décembre 2006	8471	79
48 supprimé (A.N.)		Date d'entrée en vigueur des dispositions du I de l'article 17 du projet de loi	Première lecture 1er décembre 2006	8471	
49		Application en Alsace-Moselle	Première lecture 1er décembre 2006	8471	80
50		Application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8471 1166 1531	81

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	Journal officiel des Débats AN Numéro de la page	ARTICLES de la loi
Texte initial	Additionnels				
51		Application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna	Première lecture 1er décembre 2006 Deuxième lecture 13 février 2007 C.M.P. 22 février 2007	8472 1167 1531	82

Assemblée nationale – Service des Archives et de la Recherche historique parlementaire

* Décision du Conseil constitutionnel n° 2007-553 du 3 mars 2007 – J.O. du 7 mars 2007 p. 4356